



## Direction de l'arpenteur général

Au-delà des frontières

### AVIS D'ADDENDA

De: *Arpenteur général des terres du Canada*

**Addenda 1.10** Addenda pour: *Normes nationales pour l'arpentage des terres du Canada (1.1)*

Objet: *Chapitre 13: Arpentage des claims miniers dans les T.N.-O.*

Les modifications mentionnées à la présente constituent un amendement officiel au document dont il se réfère.

#### DÉTAIL

Cet addenda est publié pour remplacer certaines parties des sections 13.1, 13.2, 13.4 et 13.6 :

- Modifiant le titre du Chapitre;
- modifiant les paragraphes 1, 2 et 5 de la section 13.1 *Introduction*;
- modifiant les paragraphes 6, 8, 12a., 15, et 22 de la section 13.2 *Méthode d'arpentage*;
- modifiant le paragraphe 37b. de la section 13.4 *Préparation des plans*;
- modifiant le plan spécimen de la section 13.6 *Plan spécimen*;

**des Normes nationales pour l'arpentage des terres du Canada (1.1).**

Ces changements sont nécessaires pour tenir compte de la création du Chapitre 15 : Arpentage miniers - Nunavut.

### Chapitre 13: ARPENTAGE DES CLAIMS MINIERS DANS LES T.N.-O.

#### 13.1 Introduction

1. Pour les Territoires du Nord-Ouest, des arpentages sont exigés pour définir les limites des droits du sous-sol à des fins de cession à bail.
2. Des arpentages peuvent aussi être exigés pour définir les limites des droits de dragage à des fins de cession à bail en vertu du *Règlement territorial sur le dragage*. Il est nécessaire d'obtenir des instructions particulières d'arpentage pour les arpentages fait en vertu ce *Règlement*.

Le 1er avril 2014, la responsabilité de la gestion des terres et des ressources des Territoires du Nord-Ouest a été transférée au gouvernement du Territoires du Nord-Ouest. Les détails du transfert sont décrits dans le document intitulé '*Entente sur le transfert des responsabilités liées aux terres et aux ressources des Territoires du Nord-Ouest*'. Comme il est indiqué dans cette entente, le gouvernement du Territoires du Nord-Ouest a assumé la responsabilité du régime minier dans les Territoires du Nord-Ouest (avant le 1er avril 2014, le département fédéral d'Affaires autochtones et Développement du Nord Canada avait la responsabilité du régime minier au nom du gouvernement du Canada). Certaines parcelles de terre ont été exclues de l'entente de transfert et elles sont

énumérés dans l'annexe 4 de l'entente – 'Liste des exclusions découlant du transfert de l'administration et du contrôle'. L'administration du régime minier sur ces terres exclues de l'entente n'a pas été transférée au gouvernement du Territoires du Nord-Ouest; elles demeurent sous l'administration et le contrôle du gouvernement du Canada.

Depuis le 1er avril 2014, le *Règlement sur l'exploitation minière dans les Territoires du Nord-Ouest et au Nunavut* a été abrogé et remplacé par le nouveau *Règlement sur l'exploitation minière dans les Territoires du Nord-Ouest* et le nouveau *Règlement sur l'exploitation minière au Nunavut*. Le nouveau *Règlement sur l'exploitation minière dans les Territoires du Nord-Ouest* s'applique au régime minier pour toutes les terres des Territoires du Nord-Ouest qui sont administrées par le gouvernement du Canada. Ces terres sont généralement celles mentionnées dans l'annexe 4 de l'entente de transfert.

La nouvelle *Loi sur les terres des Territoires du Nord-Ouest* (L.T.N.-O. 2014, ch.13) et le nouveau *Règlement sur l'exploitation minière* (R-015-2014) sont entrées en vigueur le 1er avril 2014. Toutes les exigences spécifiques concernant la prospection, le jalonnement et l'enregistrement des claims miniers sont spécifiées dans le nouveau *Règlement sur l'exploitation minière* (R-015-2014). Le *Règlement sur l'exploitation minière* (R-015-2014) s'applique à toutes les terres dont la responsabilité de la gestion des terres et des ressources a été transférée au gouvernement du Territoires du Nord-Ouest, ce qui constitue la majorité des terres des Territoires du Nord-Ouest.

Le nouveau *Règlement sur l'exploitation minière* (R-015-2014) reflète essentiellement le nouveau *Règlement sur l'exploitation minière dans les Territoires du Nord-Ouest*. Cependant, ce nouveau règlement diffère du précédent *Règlement sur l'exploitation minière dans les Territoires du Nord-Ouest*.

...

5. Le présent chapitre 13 des Normes nationales utilise le terme courant «jalonneur», qui est un synonyme du terme «localisateur» utilisé dans le nouveau (fédéral) *Règlement sur l'exploitation minière dans les Territoires du Nord-Ouest* et le nouveau (territoriale) *Règlement sur l'exploitation minière* (R-015-2014).

### 13.2 Méthodes d'arpentage

6. Les dispositions suivantes s'appliquent à l'arpentage des claims miniers jalonnés entre le 15 novembre 1977 et le 31 mars 2014 sous l'autorité du *Règlement sur l'exploitation minière dans les Territoires du Nord-Ouest et au Nunavut*, et à l'arpentage des claims miniers jalonnés après le 31 mars 2014 sous l'autorité du nouveau (fédéral) *Règlement sur l'exploitation minière dans les Territoires du Nord-Ouest* et du nouveau (territorial) *Règlement sur l'exploitation minière* (R-015-2014).

...

8. Les chapitres 1 à 5 des Normes nationales s'appliquent à l'arpentage des claims miniers, dans la mesure où ils ne sont pas incompatibles avec les dispositions du présent chapitre 13.

...

12. Les limites d'un claim doivent être arpentées comme étant des lignes droites entre les bornes de délimitation placées par le détenteur de permis ayant jalonné le claim, à la condition que :
- a. la limite du claim n'est pas définie par la limite naturelle **d'une parcelle d'une revendication territoriale ou d'un parc national**; et
  - b. l'arpenteur exclut du claim tout claim chevauchant ayant antériorité et qui est en règle au moment du jalonnement.

...

15. Dans les cas où la limite d'un claim **a été localisée le long de la limite naturelle d'une revendication territoriale ou d'un parc national**, et que cette limite naturelle est destinée à devenir la limite du claim, seuls les bornes de délimitation placées aux intersections de la limite du claim et de la limite naturelle doivent être localisées, arpentées et monumentées. La limite naturelle se trouvant entre ces intersections doit être arpentée ou cartographiée.

...

### Matérialisation

...

22. Pour les cas où des bornes de délimitation **ont été placées le long de la limite naturelle d'une parcelle d'une revendication territoriale ou d'un parc national**, les bornes ne devront pas être placées à ces bornes de délimitation qui indiquent la limite naturelle, sauf dans les cas mentionnés aux paragraphes 15 et 21(d) ci-dessus.

...

### 13.4 Préparation des plans

...

37. En plus des renseignements demandés au chapitre 2, les renseignements suivants doivent figurer sur le plan d'arpentage des claims miniers :

...

- b. toutes les bornes légales et toutes les bornes de délimitation ainsi que toutes les bornes légales témoins impliqués dans l'arpentage du claim arpenté, avec les directions et les distances permettant de les rattacher aux limites arpentées; de même que toutes les bornes légales et toutes les bornes de délimitation qui ne sont plus sur la limite du claim en raison d'une réduction du claim en vertu de l'article **52 du Règlement sur l'exploitation minière dans les Territoires du Nord-Ouest**;

...

## 13.6 Plan spécimen

*Lien :*

[#32 Plan d'arpentage d'un claim minier dans les T.N.-O.](#)

(<https://clss.nrcan-rncan.gc.ca/satc/surveystandards-normesdarpentage/>)

---

Cet Addenda entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2021.

**(Original signé le 21 Janvier 2021)**

---

Jean Gagnon, ATC  
Arpenteur général des terres du Canada